



L'Agence universitaire de la Francophonie

en partenariat avec

l'Université de Kinshasa,

la Conférence des Recteurs des universités francophones d'Afrique et de l'Océan indien

et le Conseil africain et malgache de l'enseignement supérieur,

organise

du 12 au 14 septembre 2012

un symposium international dans la perspective

du XIV^e Sommet de la Francophonie sur le thème:

**"Environnement, économie et
développement durable:
le rôle de l'université"**

Appel à communications

Le contexte international

Notre monde est aujourd'hui et plus que jamais menacé. Si nous continuons à exploiter de la manière actuelle ses richesses premières que sont la forêt et l'eau, nous nous exposons à de graves catastrophes qui sont non seulement géophysiques et écologiques (désertification, érosion, réchauffement de la planète, etc), mais encore sociales et politiques. Et, dans cette perspective, aucun pays ne serait épargné, les pays pauvres comme les pays riches, ceux du Nord comme ceux du Sud. Ces derniers subissent encore plus de plein fouet les effets des changements climatiques et de la désertification en raison notamment de leurs faibles capacités d'adaptation. Une telle situation remettrait enfin en cause la paix et même alimenterait un état de conflit global.

Nos sociétés sont en effet aujourd'hui confrontées à de nombreux défis. **Défis démographiques** d'abord. Dans tous les continents, on se trouve face à une population tout à la fois plus nombreuse, plus vieille et plus jeune, population qu'il faudra rendre plus participative et plus utile au développement. C'est dire que l'enseignement supérieur doit évoluer et s'adapter.

Défis économiques ensuite. Nos sociétés sont embarquées dans un même bateau, qu'elles soient du Nord ou du Sud, et à ce titre, courent les mêmes risques: risques écologiques, épidémiologiques, nucléaires, sécuritaires, industriels, etc. Ces défis en tant qu'ils agissent sur le climat (inondations, sécheresse, etc) et sur l'économie vont accentuer les déséquilibres et accroître la pauvreté dans les pays qui le sont déjà. Mais alors que ces risques sont mondiaux, les lois qui organisent nos sociétés sont encore et seulement nationales. Cela veut dire que devant de tels défis, notre monde est peu et mal armé. Pourtant, l'enseignement supérieur, en tant qu'instance de formation, de recherche et de service, peut et doit aider à construire de nouvelles solidarités d'abord au plan national, ensuite aux plans régional et mondial. En effet, qui mieux que lui peut aider à définir le bien commun mondial, à développer à son sujet une prise de conscience citoyenne dans le monde et surtout à faire admettre des règles de conduite commune qui nous permettraient de modifier les mentalités et les comportements de manière durable?

Défis culturels et linguistiques, aussi. Notre monde court un risque majeur d'uniformisation culturelle. A tel point que la question la plus complexe pour nos contemporains est aujourd'hui la suivante: comment tout à la fois garder le génie traditionnel fondé sur des millénaires d'accumulation d'expériences et de connaissances des milieux et de l'environnement, vivre dans le monde d'aujourd'hui et tirer parti des avancées de la science et de la technique? Comment vivre dans un monde de plus en plus interculturel? Et ici l'autre défi majeur qui en est la conséquence, c'est celui du plurilinguisme. En effet, comment éviter de tomber dans le monolinguisme anglo-américain? Comment assurer et garantir le plurilinguisme? Là encore, qui mieux que l'enseignement supérieur peut et doit aider nos populations à apprendre à vivre dans un monde de plus en plus interculturel et plurilingue?

Défis éthiques et politiques enfin. Le développement durable est devenu le paradigme indépassable qui doit permettre à nos sociétés de se développer de façon harmonieuse car il peut nous faire passer de l'amélioration mécanique de la productivité à un type de productivité qui permet de préserver l'avenir. Là aussi, qui mieux que l'enseignement supérieur peut aider non seulement à repenser les techniques de production et les facteurs avérés de rentabilité, mais encore et surtout à assurer un développement socialement et éthiquement responsable en développant par exemple la transversalité entre les disciplines scientifiques et la prospective? Qui encore mieux que l'université peut aider, au nom de l'humanité toute entière, à sortir des égoïsmes de la génération actuelle et des pays riches pour engager une démarche citoyenne, solidaire et responsable?

Face à ces défis qui soulignent autant de risques, depuis de nombreuses années, les États et les gouvernements francophones ne se sont pas contentés de déclarations, ils se sont engagés. Ils se sont concertés et ont agi avec intelligence et détermination. Dès 1991, ils ont veillé à faire du développement durable une priorité en adoptant, à Tunis, un plan d'action qui définissait une

stratégie de coopération en matière d'environnement dans l'espace francophone; dans le même temps, ils ont commencé à assumer leur rôle dans la gouvernance mondiale. Dix ans plus tard, ils ont consolidé leur position en identifiant un certain nombre de thèmes et d'initiatives qui ont été soumis au Sommet mondial de l'environnement et du développement durable de Johannesburg tout en reliant à la dimension économique. A Beyrouth en 2002 et à Ouagadougou en 2004, ils ont affirmé la nécessité de se doter d'une stratégie de développement durable qui repose sur le renforcement des capacités et des partenariats entre public et privé. A Montreux enfin en 2010, ils ont souligné la relation entre changement climatique et sous-développement et adopté des logiques d'action.

Au-delà de ces orientations et engagements politiques, les États et les gouvernements francophones ont compris qu'il était nécessaire d'apprendre à anticiper car nous vivons dans un monde qui doit changer du tout au tout ses pratiques, ses logiques et ses modes de production, d'action et d'organisation s'il veut survivre et se développer de manière durable.

En retenant comme thème pour le Symposium de Kinshasa "*Environnement, économie et développement durable : le rôle de l'université*", les établissements d'enseignement supérieur francophones se réjouissent de voir le XIV^e Sommet des Chefs d'État et de gouvernement des pays ayant le français en partage inscrire dans la durée la question du développement durable et des défis qui lui sont liés. Fortes de leurs actions, de leurs expériences et de leur volonté de les partager, les établissements membres, mobilisés au sein de l'Agence universitaire de la Francophonie, souhaitent aider à la décision et éclairer les choix des instances politiques en leur apportant leurs contributions dans ce domaine.

Les objectifs visés

Le présent symposium a pour but de mobiliser la communauté universitaire dans ensemble (responsables des universités, administratifs, enseignants, chercheurs, étudiants), mais aussi les entreprises, les organisations internationales pour dresser le bilan et la variété de leurs actions relativement aux trois principales missions de l'enseignement supérieur qui sont la formation, la recherche et le service à la société. Il a aussi pour objectif de dégager des nouveaux principes d'action et de marquer l'engagement de la communauté universitaire en faveur de l'environnement, de l'économie et du développement durable dans une perspective de changement des mentalités et des pratiques.

Le symposium se fixe autour de quatre objectifs:

1- dresser un état des lieux des programmes de formation et de recherche mis en œuvre dans l'enseignement supérieur sur l'environnement et le développement durable depuis les Sommets de Rio et de Johannesburg et leurs impacts à partir d'enquêtes et autres questionnaires à la fois de manière régionale, par type de disciplines et par niveau d'études;

2- définir les contraintes et les résistances du milieu universitaire au changement;

3- définir le rôle que les universités et plus largement l'enseignement supérieur peuvent jouer, au titre de leur engagement citoyen et humaniste, pour changer les modes de production et les pratiques de consommation, notamment dans les pays pauvres;

4- faire des recommandations opérationnelles d'actions prioritaires à intégrer dans les plans d'actions des opérateurs de la Francophonie pour un environnement sain et un développement durable.

Le symposium devra déboucher sur une déclaration finale enrichira le processus préparatoire du XIV^e Sommet.

Les thématiques

Le symposium débutera par une conférence inaugurale sur le thème: "*Pour un enseignement supérieur, acteur d'un développement économique et environnemental durable et responsable*".

D'une manière générale au cours de ces journées, il s'agira de dresser des bilans, de confronter des expériences et de tracer des perspectives d'action.

Le symposium s'articule autour des 4 principaux axes suivants:

1- La formation dans l'enseignement supérieur pour le développement durable

Les types et les niveaux de formations et leurs impacts (CIRUISEF, CITEF, Conférence des Recteurs, etc)

L'impact sur les autres ordres d'enseignement et vers la société

2- La recherche

Les structures de recherche et leurs actions face au développement durable: IRD, CIRAD, CNRST, CODESRIA, CIRMF, CNRS, etc

3- Le service à la communauté: l'engagement citoyen

Les campagnes citoyennes universitaires

Les engagements au niveau international: le CAMES, les Conférences régionales des Recteurs, CEMAC, UEMOA, UA, ADEA, etc

4- États, collectivités locales, entreprises et enseignement supérieur: quelles collaborations possibles?

AIMF, AIRF, OIF, CEMAC, UEMOA, CEGPL, UA, WBI, etc.

Les tables-rondes seront organisées autour de deux types d'intervention: les présentations-bilans et les exemples saillants. Les débats seront ensuite conduits pour préparer les recommandations qui pourraient alimenter le Sommet.

Conférences préparatoires

Le symposium de Kinshasa sera précédé de deux rencontres régionales, notamment pour la Caraïbe et pour l'Afrique de l'Ouest. Ces rencontres régionales seront le lieu d'échanges d'expériences, d'analyses et de concertations sous-régionales. Elles seront organisées par les Bureaux régionaux. L'ensemble de leurs travaux et de leurs résultats alimentera le Symposium terminal de Kinshasa.

Comité scientifique

Président: Michel Troquet, Président du Conseil scientifique de l'AUF

Membres: Mesdames Evelyne Garnier-Zarli (CIRUISEF), Mme Fatimata Dia (IEPF), Doumbia Diénéba (FHBP), Messieurs Ngou-Milama (USSL), Oumar Sock (UZ), Daniel Sotiaux (WBI), Mwabila Malela (PURDC), René-Philippe Garry (RIFFEF), Marc-Louis Ropivia (UOB), Albert Lourde (U Senghor), Amadou Maïga (2IE), Bonaventure Mvé-Ondo (AUF).

Projet de programme:

Le colloque sera organisé selon le programme suivant:

Mercredi 12 septembre:

Accueil des participants

Séance d'ouverture officielle

Conférence inaugurale

Première session plénière sur l'axe formation

Jeudi 13 septembre:

matinée: 2° session plénière sur l'axe recherche
après-midi: 3° session plénière sur l'axe service à la
communauté

Vendredi 14 septembre

matinée: 4° session plénière: table-ronde sur « États,
*collectivités, entreprises, partenaires au développement et
enseignement supérieur* »
Synthèse et recommandations
Adoption de la Déclaration finale et du Plan d'action
Cérémonie de clôture

NB: Les projets de communication seront reçues au plus tard le 1° mars 2012 à l'adresse suivante :

Secrétariat du Symposium de Kinshasa

Symposium « Environnement, économie et développement durable : le rôle de l'université »

Agence universitaire de la Francophonie

4, Place de la Sorbonne

75005 Paris France

Téléphone : +(33) 1 44 41 18 18

Télécopie : +(33) 1 44 41 18 19

Courriel : symposium-kinshasa2012@auf.org

